



CLASSIQUES
GARNIER

Édition de LAUDET (Marc), « Notices des noms de personnes cités par Henry Lloyd », *Essai sur la théorie de la monnaie suivi de sa réception en Italie* (Pietro Verri, Paolo Frisi), LLOYD (Henry), p. 209-215

DOI : [10.15122/isbn.978-2-406-10726-2.p.0209](https://doi.org/10.15122/isbn.978-2-406-10726-2.p.0209)

La diffusion ou la divulgation de ce document et de son contenu via Internet ou tout autre moyen de communication ne sont pas autorisées hormis dans un cadre privé.

© 2020. Classiques Garnier, Paris.
Reproduction et traduction, même partielles, interdites.
Tous droits réservés pour tous les pays.

NOTICES DES NOMS DE PERSONNES CITÉES PAR HENRY LLOYD

CATHERINE II DE RUSSIE (Impératrice de Russie de 1762 à 1796) : À la fin de son chapitre 4, qui traite des relations qui se tissent nécessairement entre le niveau d'activité et la quantité de monnaie circulant, Henry Loyd fait deux fois références à la « grande et immortelle Impératrice de la Russie » (qu'admiraient Diderot et Voltaire). Les mots utilisés montrent qu'il connaît « *Les instructions adressées par sa Majesté l'impératrice de toutes les Russies établies pour travailler à l'exécution d'un projet d'un nouveau code de lois* » que Catherine II a écrit en français, puis traduit en russe et en allemand, alors publié en 1767, puis publié, en français, en 1769. Cet opuscule a pour objectif de remplacer le code des lois moscovites alors en vigueur en s'inspirant notamment, notamment, de Montesquieu. Elle y proclame sa désapprobation de la peine de mort et de la torture, y affirme le principe de l'égalité des hommes devant la loi. Ce qu'Henry Lloyd ne peut qu'approuver. Mais, Catherine II n'abolira pas le servage en Russie, bien au contraire, puisqu'elle l'étendra à l'Ukraine. Le peuple russe ne fait pas partie des préoccupations de Catherine II. Et Henry Lloyd le sait bien et le fait savoir : « [...] *mais nous rappelons humblement à Sa Majesté que*

sans la liberté civile il ne peut y avoir d'industrie. L'esclavage et le commerce sont incompatibles ». Ce sont les derniers mots du chapitre 4.

CHARLES XII (1682/1718) : Roi de Suède à partir de 1697. Henry Lloyd y fait référence uniquement dans le chapitre 5, intitulé *De la force absolue d'une nation* juste après avoir cité Genghis Khan. Charles XII bat l'armée Russe le 30 novembre 1700, affaiblissant le Tsar Pierre Le Grand, puis, entre 1703 et 1709, entame une marche contre Moscou qui, en fin de compte le conduit à la déroute : l'armée suédoise fut contrainte à abandonner son artillerie à cause des rigueurs de l'hiver russe. Charles XII, comme Genghis Khan, sert à Henry Lloyd à valider, par l'absurde, son analyse à propos de la nécessité de fonder une politique économique à même d'assurer la force d'une nation.

FRÉDÉRIC II (Roi en Prusse en 1740 à 1772, puis Roi de Prusse de 1772 à 1786, Prince-électeur de Brandebourg et Prince de Neuchâtel de 1740 à 1786) : Comme c'est le cas de Marie Thérèse d'Autriche, Henry Lloyd ne nomme pas Frédéric II, mais « le Roi de Prusse ». Comme c'est le cas de Marie Thérèse d'Autriche, c'est à propos de sa politique monétaire

« après la dernière guerre » qu'Henry Lloyd fait référence à Frédéric II : c'est donc des conséquences économiques de la guerre de 7 ans qu'il est question. Frédéric II, comme Catherine II de Russie, parce que sensible aux philosophes français des Lumières, admirateur de Voltaire, jouit d'une réputation de Monarque Éclairé. Bien qu'allié de la Grande Bretagne, Frédéric II n'échappe pas à la critique d'Henry Lloyd qui dénonce ses pratiques monétaires : plutôt que de financer la guerre par l'impôt, Frédéric II la finance par une dépréciation de 50 % des pièces, ce qui a pour conséquence que, ce faisant, s'il « *a considérablement augmenté ses revenus, mais ce fut aux dépens de la Saxe et de son propre pays où cette monnaie a été dépensée. Sa Majesté pensait qu'il serait plus prudent d'altérer les pièces que de lever des contributions égales à cette somme. Il a cependant entraîné une perte infinie pour le peuple, car toutes les bonnes pièces ont été ponctionnées, ou fondues et adulterées par les Juifs, aussi bien que par sa Majesté, et il faudra de nombreuses années avant que ces pays puissent se rétablir* ».

GENGHIS KHAN (1162/1227) : Henry Lloyd est, d'abord, un militaire. C'est dans le chapitre 5, intitulé *De la force absolue d'une nation* qu'il cite Genghis Khan. Ce chapitre est composé d'un seul paragraphe et, en un sens porte assez mal son nom puisque, après avoir en deux phrases défini économiquement ce qu'est cette force absolue (densité de la population, quantité de la production, circulation), il n'en traite que par l'absurde : si les nations ne

respectent pas ces conditions, elles seront soumises par des conquérants, dont l'exemple même est Genghis Khan.

HUME, David (1711/1776) : Henry Lloyd ne cite qu'une fois David Hume, avec William Robertson et Edward Hyde, premier conte de Clarendon (1609/1674) en opposant leurs travaux vigoureux, énergiques et fondés sur l'empirisme, propres à une monarchie éclairée, aux beautés exactes et élégantes des sciences abstraites si propres aux monarchies absolues, dont celle de la France représente la quintessence. David Hume est considéré comme le fondateur de l'empirisme moderne, il s'est, par exemple, opposé à René Descartes. On peut, entre autres choses, retenir de lui : *A Treatise of Human Nature: Being an Attempt to introduce the experimental Method of Reasoning into Moral Subjects*, vol. I and II : London, Printed for John Noon, at the White-Hart, near Mercer's-Chapel, in Cheapside. First edition : 1739 ; vol. III : London, Thomas Longman, 1740 ; *Essays Moral and Political* : Édimbourg, A. Kincaid, 1742 ; *An Enquiry Concerning Human Understanding (Philosophical Essays Concerning Human Understanding)* Londres, A. Millar, 1748 ; puis Londres, M. Cooper, 1751 ; *An Enquiry Concerning the Principles of Morals* Londres, A. Millar, 1751.

HYDE, Edward, premier Conte de Clarendon (1609/1674) : Homme politique anglais, partisan d'une monarchie constitutionnelle, attaché à l'Église Anglicanne. Il fut Lord Chancelier du Roi Charles II. Il est le grand père maternel de

deux Reines : Marie II (Reine d'Angleterre d'Écosse et d'Irlande de 1689 à 1694), et Anne (Reine d'Angleterre d'Écosse et d'Irlande de 1702 à 1707, puis Reine de Grande Bretagne et d'Irlande de 1707 à 1714). Contraint à l'exil à partir de 1667, il écrit l'histoire tumultueuse des règnes de Charles I et Charles II. Ses œuvres seront publiées après sa mort. Depuis lors, Edward Hyde est considéré comme l'un des historiens les plus influents d'Angleterre. On peut, entre autres choses, retenir de lui : *The History of the Rebellion* (1702); *History of the Rebellion and Civil Wars in England : Begun in the Year 1641* by Edward Hyde, 1st Earl of Clarendon (3 volumes) (1702-1704); *The history of Rebellion and Civil War in Ireland* (1720); *A Collection of several tracts of Edward, Earl of Clarendon, (1727); Religion and Policy, and the Countenance and Assistance each should give to the other, with a Survey of the Power and Jurisdiction of the Pope in the dominion of other Princes* (Oxford 1811, 2 volumes). Henry Lloyd ne cite qu'une fois Edward Hyde, premier Conte de Clarendon avec David Hume et William Robertson en opposant leurs travaux vigoureux, énergiques et fondé sur l'empirisme, propres à une monarchie éclairée, aux beautés exactes et élégantes des sciences abstraites si propres aux monarchies absolues, comme celle de la France en représente la quintessence.

LOCKE, John (1632/1704) : C'est en terminant son chapitre sur le monnayage que Henry Lloyd s'oppose à John Locke. En effet, pour John Locke la monnaie, nécessairement

faite de métal, possède une valeur intrinsèque (celle du métal qui la constitue), validée par une convention sociale entérinée par le Prince : « *Toute modification de la convention monétaire entraîne une rupture du contrat sur lequel repose la société, celui de la sauvegarde de la propriété des contractants* » [Ai-thu Dang (1997) p. 766]. Pour Henry Lloyd, du fait que la valeur réelle des métaux (l'or et l'argent) est variable parce que la valeur de chacun de ces métaux est proportionnelle à leurs quantités respectives, à la fois en lingot et dans les pièces, et qu'il n'y a pas de raison de penser que la proportion entre les deux quantités soit stable dans le temps, c'est de la responsabilité du Prince de s'assurer que la convention nominale qui définit les parités des pièces correspond au rapport réel existant entre les lingots ou entre les pièces. Non seulement en quantité, mais aussi en qualité (il arrive que les lingots, comme les pièces soient falsifiés). Faute de cette intervention quand elle est nécessaire, *le contrat sur lequel repose la société* sera rompu. Toute la question, pour Henry Lloyd, est d'en exposer une méthodologie rigoureuse. L'opposition à John Locke est frontale.

LOUIS XIV (1638/1715) : Louis XIV règne de 1643 à sa mort. Henry Lloyd fait référence au financement par l'emprunt que le Roi a fait de la « Guerre de Succession ». Il s'agit en fait de la Guerre de Succession d'Espagne qui dure de 1701 à 1714 et dans laquelle se trouve engagée, outre le Royaume de France, et contre lui, l'Angleterre, la Hollande, l'Autriche, la Prusse, le Danemark... Le

Royaume de France, symbole même de le Monarchie Absolue voire d'un gouvernement despotique, qui depuis 1680 se trouvait dans une situation économique difficile, conformément aux analyses proposées par ailleurs par Henry Lloyd, voit ses finances se détériorer et donc son industrie périlcliter. *« Comme les banques sont fondées sur le crédit, il est évident qu'elles ne peuvent pas être établies par des gouvernements despotiques. La fortune des individus y est trop précaire et présente trop de danger pour se produire : on peut dès lors établir que l'existence et les avantages des banques sont proportionnels à la liberté nationale, raison pour laquelle elles ne sont pas du tout établies dans les gouvernements despotiques. Dans les monarchies, elles peuvent être établies, mais leur crédit sera moins important que dans les républiques et les gouvernements libres, où elles ont un usage et un avantage singuliers : elles favorisent la circulation et l'industrie, égalisent les fortunes des individus et forment le corps opulent des citoyens, qui constituent et opposent une barrière invincible au despotisme des rois et de leurs ministres ; plus nombreux sont ces organismes, plus la liberté nationale sera en sécurité ».*

LYCURGUE (IX^e siècle avant J.-C.) : Législateur de Sparte dont l'existence réelle est questionnée. Son nom est synonyme de la législation spartiate symbolisée par la lutte contre la thésaurisation, les « arts inutiles », le luxe, et symbolisée aussi par la promotion de la frugalité comme principe de vie. La légende dit aussi qu'il est mort, après avoir reçu l'approbation des Dieux, il se serait laissé mourir de faim.

MARIE THÉRÈSE D'AUTRICHE (1717/1780) : Henry Lloyd fait référence à l'Impératrice d'Allemagne [le titre d'Impératrice d'Allemagne est celui utilisé par Henry Lloyd. Elle était Impératrice du Saint Empire romain germanique], sans la nommer, et à la politique financière (réduction des taux d'intérêt dans le but de relancer l'activité) menée après la Guerre de 7 ans (1756/1763) qui oppose le Royaume de France et l'Archiduché d'Autriche, aux Royaumes de Grande Bretagne et de Prusse. Cette guerre bouleversera tous les équilibres géopolitique non seulement en Europe, mais aussi en Amérique et aux Indes : la France perd son emprise coloniale (Traité de Paris, 1763). La Grande Bretagne sort vainqueur de ce conflit et peut désormais étendre librement son influence, et sa langue, partout dans le monde : c'est, par exemple, de ce nouvel équilibre que la langue anglaise s'imposera en Amérique, alors même que les possessions françaises s'étendaient de la Louisiane au Canada.

MONTESQUIEU (Charles-Louis de Secondat, baron de la Brède, 1689/1755) : Entre 1728 et 1731, Montesquieu fait, ce que bien des aristocrates du temps font, son « grand tour ». Cela consiste à voyager dans l'ensemble de l'Europe afin de découvrir le monde. Durant ce « grand tour » qui dure 3 ans, il reste 6 mois à Rome et un an et demi à Londres où, en 1731, il est initié aux rites de la Franc Maçonnerie. C'est après ce voyage qu'il écrira notamment : en 1732, *Sobriété des habitants de Rome*, en 1734, *Considération sur les causes de la grandeur des Romains et de leur*

décadence, et surtout en 1748 *De l'esprit des lois ou Du rapport que les lois doivent avoir avec la constitution de chaque gouvernement, les mœurs, le climat, la religion, le commerce, etc.* Henry Lloyd, dans son *Essai sur une Théorie de la Monnaie* fait cinq fois référence à Montesquieu : une fois à propos des banques où il s'accorde avec lui, *par respect pour ce grand homme*, pour dire que leur existence est sans relation avec le type d'activités exercé dans un pays, mais avec l'accroissement de la *circulation* (fin du chapitre 1); une fois à propos de la liaison entre le climat, les mœurs et les coutumes qui existent dans un pays (fin du chapitre 7); trois fois à propos des relations entre la capacité à lever des impôts et le mode de gouvernement (début puis fin du chapitre 15 – le dernier paragraphe du livre cite deux fois Montesquieu, en s'opposant à lui). C'est donc au Montesquieu d'après son « grand tour » que fait référence Henry Lloyd, plutôt qu'à l'écrivain antérieur, d'autant plus qu'il montre, en comparant les situations respectives de la France et de l'Angleterre, un certain rejet de la littérature, propre aux productions réalisées sous un pouvoir absolu comme dans le cas de la France, et une attirance non moins certaine pour la sincérité, la qualité argumentaire et la franchise des propos tenus propres aux productions réalisées sous un régime démocratique comme dans le cas de l'Angleterre. Toutes les analyses produites montrent une certaine proximité avec le personnage de Montesquieu à la fois totalement inséré dans l'élite de son temps et, évacuant Dieu comme principe

d'analyse, défendant les libertés, la tolérance, l'universalisme. Mais, toutes les analyses produites montrent aussi une certaine distanciation.

NORTH, Frederick (1732/1792) : Soupçonné par certains d'être le fils du Prince de Galles, il suit des études à Eton puis à Trinity College (Oxford). Député de Banbury, le domaine familial, en 1754, il connaît une ascension politique très rapide : nommé au Trésor, où il restera sous trois administrations différentes, Chancelier de l'Échiquier (Ministre des finances) à partir de 1767 dans les gouvernements dirigés par William Pitt l'aîné (1766/1768) puis par Augustus Henry Fitzroy, troisième Duc de Grafton (1768/1770), Premier Ministre de 1770 (un an avant la publication de l'Essai sur une Théorie de la Monnaie) à 1782 (il reste en même temps Chancelier de l'Échiquier). C'est sous son ministère que les États Unis déclarent leur indépendance (1776). De 1770 à 1775, il réduit la dette publique d'une dizaine de millions de Livres Sterling. Mais, la Guerre d'Indépendance (1775/1783) conduira à une hausse rapide (75 millions £) des dépenses. En fait, en 1775, Frederick North permet aux colonies américaines de prélever leurs propres impôts mais l'information ne parvient en Amérique qu'après l'embuscade de Lexington (19 avril 1775) qui marque le début de la guerre d'indépendance. Frederick North n'était pas véritablement en charge de la conduite de la guerre, mais plutôt de son financement. Malgré les défaites de Saratoga (1777) puis de Yorktown (1781), il

espère pouvoir négocier la paix. Son gouvernement affaibli par ces défaites ne le pourra pas. Il démissionne en 1782 (20 mars). Après quelques alliances politiques hasardeuses, il revient au pouvoir en avril 1783 (Secrétaire d'État à l'Intérieur). Mais le Roi Georges III, après avoir activement fait pression sur la Chambre des Communes, fait tomber ce gouvernement (décembre 1783). Frederick North deviendra ensuite un adversaire du gouvernement de William Pitt le jeune (1759/1806) et manifestera vivement son opposition à la Révolution Française.

ROBERTSON, William (1721/1793) : Cité une seule fois avec David Hume et Edward Hyde, William Robertson fut Principal de l'Université d'Édimbourg pendant 30 ans. On peut, entre autres choses, retenir de lui : *Histoire d'Écosse sous Marie et Jacques VI*, Londres, 1759 (traduit par Besset de La Chapelle, Paris 1772/1784); *Histoire de Charles-Quint*, Londres 1769 (traduit par Suard, Paris 1771); *Histoire de l'Amérique*, Londres, 1777 (traduit par Eidous, Maastricht, 1777); *Recherches historiques sur l'Inde*, 1790 (traduit en 1792).

ROUSSEAU, Jean-Jacques (1712/1778) : Henry Lloyd ne fait qu'une seule fois référence à Jean-Jacques Rousseau, dans le chapitre 8, intitulé *Luxe, corruption des mœurs et pauvreté de la nation sont en proportion de l'inégalité de la circulation* et pour ne dire que : « Les riches, par goût réel ou par vanité, protègent et parfois soutiennent les hommes de lettres, qui deviennent ainsi objets de luxe, mais n'en sont jamais la cause, comme l'a bien vu le célèbre Rousseau ».

En fait, suite à la publication du *Contrat Social* et de l'*Émile*, Jean-Jacques Rousseau est condamné sur le continent européen et contraint à l'exil. À l'initiative de David Hume qui espère lui faire obtenir une pension de la part de Georges III, Jean-Jacques Rousseau est accueilli en Angleterre en 1766/1767 où, ainsi que le dit Roland Mortier [Mortier (1952) p. 891], rendant compte du livre d'Henri Rodier [Rodier (1950)], « *Bien plus que par l'étatisme doctrinaire du Contrat Social, les Anglais ont été séduits par le républicanisme utopique et les rêveries primitivistes du second Discours : la classe moyenne enrichie dans les affaires s'en empara pour réclamer sa part à la gestion de l'État et pour relever sa condition sociale* ». Jean-Jacques Rousseau refusera d'être pensionné par le Roi d'Angleterre parce qu'il voit en cela une dépendance qu'il considère comme humiliante, se brouillant alors avec David Hume. La référence que fait Henry Lloyd à Jean-Jacques Rousseau illustre son positionnement dans cette querelle devenue publique et à laquelle participeront, entre autres, Adam Smith, d'Alembert, Turgot... On peut noter qu'à cette époque de l'accueil de Jean-Jacques Rousseau à Londres, Henry Lloyd était présent. Il n'est donc pas inimaginable qu'ils se soient rencontrés. À ceci s'ajoute que la réception de Jean-Jacques Rousseau par l'Angleterre s'inscrit dans un contexte géo-politique particulier, auquel Henry Lloyd fait implicitement référence un peu plus tôt dans son chapitre 6, où d'une part l'Angleterre vient « de remporter d'importantes victoires militaires à

la France » [Mostefai (2013) p. 124] et où d'autre part le conflit politique entre le Conseil des Vingt-Cinq de Genève et le Royaume de France fait la une de l'actualité, même du point de vue de la République des Lettres : d'un côté Voltaire, avec Etienne François de Choiseul, chef du gouvernement de Louis XV, prend le parti de l'oligarchie genevoise (Voltaire, dans une lettre à Jean François Tabareau réclame la peine de mort pour Jean-Jacques Rousseau qu'il qualifie de « Cromwell de Genève ») [10 décembre 1766

Correspondance complète de Jean-Jacques Rousseau, R. A. Liegh, Oxford Voltaire Foudation 1965/1998, vol. 31, p. 253/254], de l'autre Jean-Jacques Rousseau se positionne clairement « du côté de la démocratie populaire genevoise ». De plus, ainsi que le souligne Ourida Mostefai, du côté de l'Angleterre, « *On se fait un plaisir d'accueillir sur son sol le fugitif qu'est Rousseau, et de prouver que l'Angleterre est le véritable pays de la liberté, et une terre d'accueil pour les auteurs injustement poursuivis sur le continent* » [Mostefai (2013), p. 124].